

**QUELLES DÉPENSES PEUT-ON FAIRE AVEC L'ARGENT DE LA COOPÉRATIVE
SCOLAIRE ?**

1- L'argent à l'école

• Financement mairie :

Le fonctionnement de l'école :

- Frais structurels : locaux, entretien, sécurité, meubles, électricité, chauffage, téléphone, fax, internet...
- Frais de personnel : agents communaux...
- Frais pédagogiques : Matériel pédagogique collectif, fournitures individuelles, fonctionnement de l'école

• Financement Education Nationale :

- Enseignants
- Projets spécifiques (classes à PAC...)

La coopérative scolaire **n'a pas pour but de se substituer aux obligations des collectivités territoriales** concernant les charges d'entretien et de fonctionnement des écoles publiques.

Elle ne doit contribuer ni à la réalisation de travaux, ni à la location ou l'achat de moyens d'enseignement (photocopieur, manuels ou fournitures scolaires), ni au financement des activités obligatoires.

2- La gratuité pour les familles

• Les activités obligatoires ou les activités facultatives?

2 principes directeurs :

- Tout ce qui se passe pendant le temps scolaire est obligatoire.
- Tout ce qui se « déborde » du temps scolaire est facultatif.

• Gratuité pour les familles

- Tout ce qui est obligatoire doit être gratuit pour les familles
- Ce qui est facultatif peut donner lieu à une participation des familles

ATTENTION : nul élève ne peut être exclu pour des raisons de non-participation financière.

3- L'adhésion à la coopérative scolaire

Tous les élèves de la classe sont coopérateurs

La décision d'adhérer à l'OCCE relève du ou des enseignants.

Une fois la décision prise, tous les enfants de la classe deviennent coopérateurs (même ceux dont les parents n'ont pas versé la participation volontaire des familles)

Chaque coopérative paie à l'OCCE une cotisation, actuellement, de 1,95 € par coopérateurs selon la banque (élèves + enseignants + éventuels non enseignants)
La coopérative organise des activités qui concernent tous les élèves

L'esprit

- La coopération scolaire est définie d'abord comme " une société d'élèves gérée par eux avec le concours des maîtres en vue d'activités communes ".
- Le but des coopératives scolaires est, avant tout, d'éduquer les élèves, par l'apprentissage de la vie associative et la prise de responsabilités réelles en fonction de leur âge, à leur futur rôle de citoyens.
- La coopérative, c'est l'éducation citoyenne en actes et cet objectif dépasse largement les problèmes financiers auxquels elle est trop souvent réduite.

• Deux principes fondamentaux :

- Contribuer à développer la coopération entre les membres de la communauté éducative (adultes et enfants)
- Favoriser au maximum la participation effective directe des élèves à la gestion financière de leur coopérative, tout en les initiant également à la démocratie représentative puisque, par l'intermédiaire de leurs délégués, ils participeront à la gestion de la coopérative d'Ecole ou d'Etablissement.

4- Difficile distinction entre activité scolaire et activité coopérative

La différenciation entre activités coopératives et activités scolaires est délicate.

A l'origine, **l'action des coopératives se situait en accompagnement des projets des enseignants et souvent en dehors du temps scolaire.** Le ramassage des plantes médicinales effectué le jeudi, l'entretien du potager que l'on effectuait en sortant de la classe permettaient de dégager les ressources nécessaires à la réalisation des projets de la classe ou de l'école : équipement de la bibliothèque, sortie...

Par la suite, **plusieurs circulaires de l'Éducation Nationale** vont modifier l'objet des coopératives scolaires et **faire entrer les coopératives scolaires et leurs objectifs éducatifs dans l'École (objectifs d'éducation à la citoyenneté, pédagogie de projet...)**

à tel point qu'aujourd'hui, il n'est plus possible de différencier
une activité organisée par la coopérative scolaire

d'une activité scolaire *ordinaire* organisée dans le cadre *normal* de l'École et de ses programmes.

Pourtant, **la différence existe.**

Mais la classification est délicate car elle **nécessite une observation fine :**

- **de l'organisation pédagogique**
- **du statut de l'élève**
- **du statut de l'enseignant**
- **de la place que tiennent les élèves dans l'activité**
- **des structures de régulation existantes dans la classe**
- ...

5- Et alors, que faire ?

On peut résumer en ces termes :

L'ARGENT INSTITUTIONNEL au service de la MISSION EDUCATIVE

L'ARGENT ASSOCIATIF au service du PROJET AVEC les enfants et POUR les enfants

6- Un peu de concret, quand même

• AUTORISE

- Les produits ou charges des activités éducatives dans le cadre des projets de la coopérative, à noter dans le cahier de décision de la coopérative
- Les charges d'assurance des biens de la coopérative (biens payés par la coopérative), des activités de la coopérative
- Les cotisations, les participations dans le cadre d'actions de solidarité
- Les participations financières des familles
- Les produits ou charges courants touchant au fonctionnement de la coopérative
- La redevance télévision si la télévision appartient à la coopérative (Seules les écoles bénéficient d'une exonération)
- Les produits de la vente de croissants, pains au chocolat... dans le cadre d'un projet et non dans le cadre d'un financement de fonctionnement (La coopérative pourrait alors être condamnée pour concurrence déloyale envers les professionnels)
- Les produits de la vente de kermesse, fête...
- Les perceptions de dons

• NON AUTORISE

- Les achats à crédit ou en leasing et tout engagement pluriannuel (exemple du photocopieur)
- Le versement de salaires : La coopérative scolaire ne peut pas être employeur
- Les frais d'affranchissement, de téléphone...
- Les recettes provenant d'actions commerciales n'ayant rien de pédagogique
- La gestion de la cantine, garderie ou étude
- La gestion des crédits communaux destinés à financer les fournitures scolaires
- Le reversement d'une subvention perçue par la coopérative à une autre association (le reversement est autorisé à une autre coopérative)
- Les actions de démarchage ayant pour effet ou pour objet de procurer des bénéfices de façon directes ou indirectes à un commerçant ou à une entreprise

7- Quant à vos questions

Vous aurez bien saisi que votre question « Quelles dépenses peut-on faire avec l'argent de la coopérative scolaire ? » ne trouve pas de réponse claire et nette, mais que chaque achat est à réfléchir en référence à l'esprit, au but, aux principes de la coopérative scolaire.

- Achat d'une cafetière

Pas vraiment au service du projet avec les enfants et pour les enfants : Absolument interdit.

- Achat d'un guide du maître (qui reste à l'école bien sûr)

Oui, si le guide du maître a pour but d'aider l'enseignant à mettre en œuvre un projet émanant du conseil de coopérative.

Non pour l'achat d'un guide du maître ou d'un fichier élève destiné à la mise en œuvre des séances d'aide individualisée puisqu'il ne s'agit pas d'une activité coopérative.

- CD pour préparer un concert

Activité scolaire ou coopérative ?

Plutôt oui pour le financement coopératif.

- CD Lecture

Relève plus du projet d'école : Le diagnostic fait apparaître que x% d'élèves ont des difficultés de lecture, donc nous mettons en place une action forte sur la lecture avec achat de matériel pour la mener à bien.

Si un travail sur « Comment aider les élèves en difficulté ? » est mené en conseil de coopérative, les actions proposées vont concerner la pratique (mise en place du tutorat sur le CD lecture...) mais ne vont pas concerner l'achat, qui relève d'une décision de l'enseignant.

- Du matériel d'arts plastiques dans le cadre de la réalisation de la fresque mexicaine

Ce matériel (y compris un chevalet) répond au critère du financement par la coopérative, s'agissant d'un projet concernant et impliquant tous les élèves d'une classe.